



## **Collectivité de Corse**

### **Office du Développement Agricole et Rural de Corse**

---

# **PLANS DE DEVELOPPEMENT LIES A LA VALORISATION DU FONCIER**

---

## **APPEL A PROJETS N° 7.1.1-2**

### **REFERENCE REGLEMENTAIRE :**

---

- PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA CORSE 2014-2020 (FEADER)

### **MESURE CONCERNEE :**

---

- 7.1.1- Plans de développement lié à la mobilisation du foncier

## TABLE DES MATIERES

---

REFERENCE REGLEMENTAIRE .....	1
MESURE CONCERNEE.....	1
<b>PREAMBULE.....</b>	<b>3</b>
PERIMETRE DU PRESENT APPEL A PROJET.....	3
OBJECTIFS COMMUNS .....	4
<b>MODALITES DE L'APPEL A PROJET .....</b>	<b>4</b>
MODALITES DE REPONSE .....	4
CONTENU DE LA CANDIDATURE .....	4
<b>ELABORATION OU MISE A JOUR D'UN PLAN DE DEVELOPPEMENT LIE A LA CONSTITUTION OU A L'ACCOMPAGNEMENT D'UNE ASSOCIATION FONCIERE AUTORISEE.....</b>	<b>5</b>
OBJECTIFS DU PROJET .....	5
LES BENEFICIAIRES.....	5
CAHIER DES CHARGES DE L'ACTION.....	6
Action 1 : Elaboration d'un plan de développement en vue de la création d'une Association Foncière Autorisée .....	6
Action 2 : Mise à jour d'un plan de développement d'une Association Foncière Autorisée .....	7
DEPENSES ELIGIBLES .....	7
MODALITES DE SELECTION DES OPERATIONS .....	8
MODALITES DE FINANCEMENT DU PROJET .....	8
<b>ANNEXE 1 : CRITERE DE SELECTION DES OPERATIONS.....</b>	<b>9</b>

## PREAMBULE

---

- Le PDRC a été validé par décision de la Commission Européenne le 6 octobre 2015.

### Référence de l'appel à projet

Titre	PLANS DE DEVELOPPEMENT LIES A LA VALORISATION DU FONCIER
Numéro référence AAP	7.1.1-2
Date d'approbation AAP par le Conseil Exécutif de Corse	
Date de lancement de l'appel à projet	
Date de clôture	30/06/2023

### PERIMETRE DU PRESENT APPEL A PROJET

---

L'objectif de cet Appel à Projet est de permettre, à l'échelle des territoires communaux ou inter communaux, l'établissement, la mise à jour ou le suivi d'un plan de développement des territoires, dans une optique de mobilisation agricole et environnementale du foncier, tel que le prévoit la sous-mesure 7.1.1 du PDRC.

Dans le cadre du présent appel à projet, l'établissement du plan de développement relève de l'animation du territoire en vue d'élaborer ou de mettre à jour un plan de développement lié à la constitution ou à l'accompagnement d'une **Association Foncière Autorisée** (nommée AFA dans le présent appel à projet)<sup>1</sup> constituant avec les communes et leurs groupements les opérateurs publics aptes à porter le projet ainsi que toutes formes associatives identifiées comme éligibles au titre de ce dispositif dans le cadre du PDRC.

---

<sup>1</sup> Les associations foncières autorisées regroupées sous l'acronyme AFA désignent parmi les associations de propriétaires mentionnées dans le livre 1 - titre III du Code Rural, celles ayant obtenues leur autorisation de constitution, du Préfet après enquête publique. Il s'agit notamment des associations foncières pastorales (AFP), des associations syndicales agricoles autorisées (ASA), des associations syndicales autorisées de gestion forestière (ASAGF).

## OBJECTIFS

---

Cette démarche s'attache en particulier à planifier la valorisation des ressources naturelles, agro-sylvo-pastorales, paysagères et patrimoniales du territoire permettant de répondre aux besoins suivants :

- Protéger et valoriser le périmètre agricole et forestier
- Mobiliser le foncier agricole forestier et rural et favoriser le regroupement des propriétaires
- Favoriser le regroupement économique des propriétaires forestiers
- Développer la planification multifonctionnelle de l'usage des sols et notamment les pratiques pastorales
- Susciter, accompagner l'émergence de dynamique territoriale de projet
- Accompagner l'animation territoriale et l'ingénierie, notamment sur le foncier

Le plan de développement des territoires doit s'établir selon une **gouvernance multi-niveau**, associant les différents acteurs professionnels impliqués dans **le multi-usage de l'espace rural**, notamment : propriétaires du foncier, agriculteurs, sylviculteurs, professionnels de l'accueil du public, acteurs de la protection de l'environnement et population des villages dans leur ensemble.

## MODALITES DE L'APPEL A PROJET

---

### MODALITES DE REPONSE

---

Cet Appel à Projet est ouvert jusqu'au **30 juin 2023**.

La sélection des candidatures s'opère en continu durant cette période.

Seules les opérations dont le début de réalisation est prévu dans un délai d'un an maximum à compter de la date de dépôt de la réponse au présent appel à projets seront retenues.

Un même bénéficiaire pourra répondre plusieurs fois à l'appel à projet, tout au long de la programmation.

### CONTENU DE LA CANDIDATURE

---

Pour sa candidature au présent Appel à Projet, le demandeur devra présenter les pièces suivantes :

- le formulaire de réponse joint au présent AAP dûment rempli, ainsi que toutes les pièces nécessaires à l'instruction.

# ELABORATION OU MISE A JOUR D'UN PLAN DE DEVELOPPEMENT LIE A LA CONSTITUTION OU A L'ACCOMPAGNEMENT D'UNE ASSOCIATION FONCIERE AUTORISEE.

---

## OBJECTIFS DU PROJET

---

- **Valorisation et protection du foncier rural par des acteurs impliqués dans le multi-usage de l'espace**

Le projet devra démontrer que les orientations du plan de développement tendent à une valorisation et à une protection des ressources naturelles locales par la mise en œuvre de pratiques favorisant une gestion durable des différentes potentialités du territoire telles que le respect des prescriptions liées à Natura 2000, la rédaction d'un plan de gestion forestière pour les zones boisées, le recours à des cahiers des charges encadrant les conventions de pâturage, l'élaboration d'un schéma optimisant la desserte du périmètre concerné etc...

- **Mobilisation d'un périmètre dont la cohérence spatiale est en adéquation avec les orientations de développement local**

Le projet explicitera les grandes orientations de développement envisagées sur le territoire et cherchera à montrer que le périmètre prévu pour la création de l'association foncière de propriétaires constitue une surface suffisante et en adéquation pour la mise en œuvre du plan.

- **Consolidation et /ou installation d'actifs agricoles et / ou forestiers**

Le projet précisera, en termes d'objectifs, le nombre, la qualité et éventuellement les éléments de structuration économique envisagé des acteurs économiques qui permettront d'optimiser le potentiel productif sur le territoire du plan de développement.

## LES BENEFICIAIRES

---

Les bénéficiaires potentiels sont les maîtres d'ouvrages éligibles à la date de la demande à la sous-mesure 7.1.1 du PDRC (PDRC V10 : Collectivités locales ou organismes publics désignés par délégation, communauté de communes, associations foncières autorisées de propriétaires). Cette liste n'est pas figée et pourra évoluer au titre des versions successives du PDRC sur la période d'ouverture de l'appel à projet.

## CAHIER DES CHARGES DE L'ACTION

---

Le projet doit concerner l'une des deux actions suivantes :

---

### ACTION 1 : ELABORATION D'UN PLAN DE DEVELOPPEMENT EN VUE DE LA CREATION D'UNE ASSOCIATION FONCIERE AUTORISEE

---

#### - Séquençage de l'action

Cette action comporte deux phases (dont une conditionnelle):

A –Phase obligatoire : l'étude technique et l'animation auprès des opérateurs fonciers qui comprend:

- L'étude des potentialités agro-sylvo-pastorales et d'accueil du public.
- La rédaction d'un projet de plan d'aménagement fixant les orientations de développement du territoire concerné.
- L'animation et la mobilisation des propriétaires fonciers ainsi que la consolidation des informations cadastrales en vue de la création d'une Association foncière autorisée de propriétaires
- La caractérisation foncière du périmètre et l'analyse des données cadastrales.
- La cartographie des projets de périmètres d'intervention.
- Le recensement et l'animation auprès des acteurs susceptibles de valoriser le parcellaire.
- L'animation d'un groupe de travail d'acteurs locaux validant le plan de développement et les documents qui lui sont liés : orientations, périmètre, statuts de l'AFA...

B – Phase conditionnelle, au vu des recommandations retenues par le plan de développement : l'accompagnement de l'enquête publique et constitution de l'AFA.

Elle inclut :

- L'animation des réunions publiques.
- La délimitation cadastrale des projets de valorisation.
- Le suivi de la phase de constitution de l'AFA jusqu'à l'arrêté préfectoral

#### - Compte rendu de l'action

Les documents à fournir attestant du bon déroulement de l'opération qui constitueront le rendu du Plan de développement sont les suivants :

- Une cartographie du périmètre du plan de développement
- Un plan d'aménagement du territoire concerné comprenant un diagnostic du territoire (potentialités, espaces protégés, activités économiques, situation foncière...) et précisant les orientations et stratégies de développement envisagées (zonage par usage, activités économiques à conforter et/ou à installer, infrastructures envisagées...)
- Les cartographies des diagnostics du territoire et des orientations de développement
- La caractérisation foncière du périmètre, l'analyse des données cadastrales et la consolidation des comptes de propriétés
- Le projet de statuts de l'association envisagée
- Les comptes rendus et feuilles de présence des réunions tenues.

---

## ACTION 2 : MISE A JOUR D'UN PLAN DE DEVELOPPEMENT D'UNE ASSOCIATION FONCIERE AUTORISEE

---

Cette action doit contribuer à mettre à jour les projets de développement des associations foncières existantes. Elle vise à adapter et à décliner les orientations du plan de développement en investissements et/ou actes de gestion sur des programmations annuelles ou pluriannuelles ainsi qu'à assurer l'animation des acteurs du territoire qui leurs sont liés.

Elle doit avoir pour objet l'installation et la structuration des exploitations par l'agriculture, le pastoralisme, l'activité forestière ou accessoirement l'accueil du public.

Elle comprend :

- La révision et la déclinaison annuelle et ou pluri annuelle en actions d'investissement ou de gestion du plan de développement de l'association foncière incluant l'approche comptable, de gestion administrative et de chiffrage des opérations.
- Le suivi, l'animation et la préparation des documents pour les réunions liées à la mise à jour des actions du plan (Bureau, Conseil, Commission, Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire) incluant les comptes rendus et les feuilles d'émargement.
- L'information et l'animation auprès des propriétaires adhérents à l'AFA et des acteurs concernés par les actions
- L'animation vers les propriétaires non adhérents concernés en cas d'extension de périmètre du plan de développement
- L'interface avec les différents acteurs impliqués dans les projets de l'AFA (Agriculteurs, éleveurs, forestiers, ODARC, ONF....)

Les documents à fournir qui constitueront le rendu de la mise à jour du Plan de développement sont les suivants :

- Une cartographie du périmètre du plan de développement mis à jour incluant les déclinaisons des opérations d'investissement et / ou de gestion sur le territoire
- Un document explicitant les opérations d'investissement et/ ou les actes de gestion ainsi que leur impact tant sur le territoire (valorisation) que sur l'activité environnementale (protection) et économique (confortation et ou création d'emplois)
- La caractérisation foncière des périmètres de travaux et l'analyse des données cadastrales et la consolidation des comptes de propriétés
- Les éventuelles modifications de statuts et les règlements intérieurs de l'association suivie
- Les comptes rendus et feuilles de présence des réunions tenues.

### DEPENSES ELIGIBLES

---

Les dépenses relatives à l'élaboration ou à la révision des plans de développement portant sur le périmètre d'une association foncière autorisée existante ou à créer:

- Les actions liées à la conception du projet
- Les actions d'information sur le territoire
- Les actions d'animation

- Les fournitures nécessaires à la réalisation des études : achat de données, logiciels...etc.

#### **Autres dispositions :**

- Pour rappel : Les porteurs de projets sont des organismes publics, ils doivent respecter les procédures des marchés publics et d'appel d'offre ; les pièces justificatives de ces démarches seront demandées avant le paiement des subventions. De plus, les délais de ces procédures doivent être prévus pour le respect des délais de réalisation des travaux.
- Sans préjudice des dispositions du maître d'ouvrage en matière de commande publique :
  - les devis fournis par les pétitionnaires à l'appel d'offre devront à minima mentionner :
    - Le tarif journalier de l'intervention (en €/jour)
    - le temps de travail (en jours) mobilisé pour chaque étape figurant au cahier des charges.

### MODALITES DE SELECTION DES OPERATIONS

Les opérations seront sélectionnées en application de la grille de sélection figurant en Annexe 1.

### MODALITES DE FINANCEMENT DU PROJET

Le taux de financement public est de 100% pour les dépenses immatérielles (prestations et expertises externes, frais de personnels) et 50% pour les coûts connexes (fournitures nécessaires à la réalisation des études).

Les coûts éligibles de l'opération seront plafonnés:

- Création d'un plan de développement et constitution d'une AFA :
  - Sur un périmètre de plus de 800 ha
    - 40 jours x 400 €/j d'accompagnement étalés sur 2 ans
  - Sur un périmètre de moins de 800 ha
    - 30 jours x 400 €/j d'accompagnement étalés sur 2 ans
- Révision d'un plan de développement et suivi d'une AFA existante:
  - 30 jours x 400 €/j d'accompagnement étalés sur 2 ans
- Concrétisation d'un plan de développement consécutivement à la réalisation d'un DOCOBAS, au travers de la création d'une AFA :
  - 15 jours x 400 €/j d'accompagnement étalés sur 2 ans

## ANNEXE 1 : CRITERE DE SELECTION DES OPERATIONS

<b>- Critères liés à la dimension du multi-usage du territoire promue par le projet, la cohérence spatiale de l'opération et son caractère collectif :</b>	
- Cohérence spatiale et dimension multi usage du projet de périmètre : .....	<i>maximum 40</i>
o Part des zones agricoles cultivables de(s) la commune(s) incluses dans le périmètre du projet > 30%	10
o Part des zones forestières de(s) la commune(s) incluses dans le périmètre du projet > 30%	10
o Part des zones agro- et sylvo- pastorales de(s) la commune(s) incluses dans le périmètre du projet > 50%	10
o Proportion du territoire communal inclus dans le périmètre du projet > 50%	10
- Caractère collectif du projet : .....	<i>maximum 30</i>
o Proportion des propriétaires de(s) la commune(s) concernés par le projet :	
▪ entre 30% et 60% des propriétaires de(s) la commune(s) sont concernés	10
▪ plus de 60% des propriétaires de(s) la commune(s) sont concernés	20
o Projet porté par une entité intercommunale (EPCI, syndicat mixte...) :	10
<b>- Critères liés à l'impact attendu en termes d'activité agricole, forestière et pastorale .</b>	
<i>maximum 20</i>	
- Proportion d'actifs agricoles et forestiers parmi les acteurs potentiels(*) du projet >50%	10
- Proportion de nouveaux installés agricoles et forestiers parmi les acteurs potentiels(*) du projet >30%	10
(*) Acteurs potentiels = somme des actifs existants et des projets d'installation d'actifs agricoles et/ou forestiers	
<b>- Inscription de l'opération dans le cadre d'un projet d'urbanisme .....</b>	
<i>maximum 10</i>	
- Le projet s'inscrit dans une démarche de réalisation ou de mise à jour d'un document d'urbanisme	10
<b>- Incidence environnementale du projet .....</b>	
<i>maximum 10</i>	
- Le périmètre du projet inclut un site Natura 2000, ou une zone naturelle (ZNIEFF)	10
<b>Nbr. de points maximum</b>	<b>110</b>
<b>Minimum requis</b>	<b>40</b>